

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

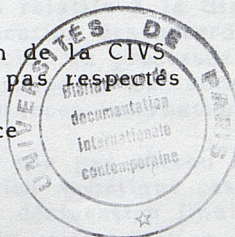
Informations du Guatemala

6° année / N° 256

du 4 au 10 février 1988

POLITIQUE

Cerezo est à l'origine de la dissolution de la CIVS
Les accords d'Esquipulas II ne seront pas respectés
VI anniversaire de l'URNG
URNG : Le droit de combattre l'injustice
XXV anniversaire des FAR



INSURRECTION

56 pertes pour l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

Le CUC : Nous ne sommes pas des guérilleros
Les coopératives demandent l'appui de l'Etat
Réintégration de travailleurs

SITUATION SOCIALE

V.P. : La situation sociale se détériore

EGLISE

L'Eglise en faveur du dialogue

DROITS DE L'HOMME

Une jeune femme enlevée
Le GAM dénonce la répression
Les violations des droits de l'homme continuent
Des syndicalistes menacés

REFUGIES

Les réfugiés demandent des garanties pour leur retour

4° P. 12315

POLITIQUE

CEREZO EST A L'ORIGINE DE LA DISSOLUTION DE LA CIVS

Le 9 février, le journal mexicain "Excelsior" a fait savoir que le président Cerezo était à l'origine de la dissolution de la Commission internationale de vérification et de suivi (CIVS) des accords ; Cerezo a également tenté, sans succès, de convaincre Mexico et d'autres pays de cesser d'apporter leur aide aux forces irrégulières qui opèrent au Guatemala.

Les manoeuvres du président du Guatemala ont été effectuées durant le sommet présidentiel de San José (Costa Rica), le mois dernier ; l'ensemble du projet n'a été divulgué que récemment. Du projet de Cerezo, seuls les aspects relatifs à la dissolution de la CIVS ont été retenus ; la vérification des accords d'Esquipulas II représente un point crucial du processus de paix en Amérique centrale, impliquant le groupe de Contadora -auquel Mexico participe- et d'autres instances internationales telles l'ONU.

Cerezo, appuyé par Azcona et Duarte, n'a pas obtenu que le Mexique, les Etats-Unis, Cuba et l'Union soviétique cessent d'aider les rebelles centraméricains. La déclaration finale des cinq pays, diffusée le 16 janvier élude cette question.

LES ACCORDS D'ESQUIPULAS II NE SERONT PAS RESPECTES

Le délai approuvé pour la mise en oeuvre des accords d'Esquipulas II par les présidents centraméricains a pris fin le 7 février, sans qu'aucun des pays concernés n'ait rempli ses engagements.

Les pays s'étaient engagés notamment à prononcer l'amnistie générale, la démocratisation, le cessez-le-feu et le respect des territoires étrangers.

Le gouvernement guatémaltèque a même estimé, selon un quotidien, que le cessez-le-feu était "inopportun".

VI ANNIVERSAIRE DE L'URNG

Dans un communiqué diffusé le 9 février, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) déclare que ses propositions ont visé à ouvrir la voie d'une "construction de la vraie démocratie" au Guatemala.

Dressant le bilan de son action au cours de l'année dernière, l'UNRG signale que le dialogue réalisé à Madrid avec le gouvernement a causé "un profond mécontentement dans les sphères

gouvernementales et mis à jour les contradictions " entre l'administration civile de la démocratie. En se "pliant totalement" aux décisions de l'armée au sujet du conflit armé interne et du conflit centraméricain, le président Cerezo a limité sa participation au plan de démocratisation et de pacification de la région ; il n'a pas davantage été capable de faire respecter les accords d'Esquipulas II, ce qui explique sa position à l'égard de la Commission internationale de vérification et de suivi.

Le communiqué exprime l'appui de l'URNG aux efforts de la Commission nationale de réconciliation dans la recherche de la démocratisation et de la pacification interne ainsi qu'au travail du groupe de Contadora et de son groupe d'appui. L'URNG déplore la décision des présidents centraméricains de mettre fin aux activités de la CIVS.

URNG : LE DROIT DE COMBATTRE L'INJUSTICE

Le 5 février, la station de radio "Voz popular" a affirmé que "tant que l'injustice règne, nous avons le droit de combattre et d'appeler à se battre ; il serait immoral de rendre les armes", condition posée par le président Cerezo pour reprendre le dialogue avec les insurgés.

Selon l'organe des insurgés, "le gouvernement a mis un terme aux conversations pour ne pas répondre aux propositions de l'URNG" ; les révolutionnaires sont néanmoins disposés à dialoguer, tout en maintenant "les dispositions militaires nécessaires". L'URNG est disposée à appuyer la démocratisation, mais, le gouvernement ayant laissé tomber le masque, son appui est devenu critique et combattif puisque le gouvernement "est soumis au commandement militaire et aux secteurs dirigeants".

XXV ANNIVERSAIRE DES FAR

La fondation des Forces armées rebelles (FAR) il y a 25 ans a représenté "un pas décisif" dans la consolidation de la lutte armée, chemin "nécessaire et inévitable pour la libération de notre pays", déclare dans un communiqué du 7 février l'URNG.

Les FAR représentent un exemple, non seulement dans l'histoire du Guatemala, mais dans l'histoire de l'Amérique latine. En un quart de siècle d'existence, "elles ont su répondre aux besoins et aux aspirations historiques du peuple guatémaltèque." Les FAR témoignent de la fidélité aux principes de la révolution et à la cause de la justice, de la paix et du progrès social".

INSURRECTION

56 PERTES POUR L'ARMEE

L'URNG a infligé 56 pertes à l'armée au cours d'actions réalisées dans les départements de San Marcos et du Quiché, dans le nord-ouest du pays.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA CUC : NOUS NE SOMMES PAS DES GUERILLEROS

Au cours d'une conférence de presse tenue le 3 février, les dirigeants du Comité pour l'unité paysanne ont déclaré qu'ils n'étaient "ni des clandestins, ni des guérilleros", mais une organisation populaire luttant pour la défense du paysan et du travailleur agricole.

Les représentants de la CUC ont préféré garder l'anonymat, en raison de l'avertissement lancé par le président Cerezo selon lequel ils auraient des problèmes légaux s'ils ne se pliaient pas aux règles de l'amnistie.

A propos de la situation des droits de l'homme en milieu rural, ils ont déclaré que les patrouilles civiles, actuellement nommées comités d'autodéfense civile, maintiennent la population civile sous leur contrôle ; "au Guatemala, on parle de la démocratie, mais les persécutions et les enlèvements continuent à se produire". Le CUC n'est pas d'accord avec le montant du salaire minimum (4,5 quetzales), qui "ne permet pas de manger, et encore moins d'élever nos enfants et de répondre à nos besoins". Le CUC demande un salaire minimum de 10 Q. (4 dollars).

LES COOPERATIVES DEMANDENT L'APPUI DE L'ETAT

Dimitri Benitez, directeur de l'Institut national des coopératives (INACOP) a fait savoir que les coopératives non fédérées avaient demandé le 8 février l'appui du gouvernement pour faire face aux problèmes de production du pays. Le Guatemala commence à manquer de haricots noirs, de volailles, d'oeufs et d'autres produits de première nécessité. Le gouvernement envisage de recourir à l'importation alors que ces problèmes pourraient être résolus en aidant les coopératives non fédérées.

REINTEGRATION DE TRAVAILLEURS

Le conflit du travail qui avait surgi à Chiquimula dans le secteur des Travaux publics à la suite du licenciement de 350 travailleurs a été résolu le 27 janvier par leur réintégration.

SITUATION SOCIALE

V.P. : LA SITUATION SOCIALE SE DETERIORE

Le 5 février, la radio "Voz popular" a déclaré : "Le président Cerezo traite d'impatients ceux qui font valoir leurs droits, mais on ne peut exiger de la patience d'un peuple qui meurt de faim". Les prix ont augmenté de 10% depuis l'installation du gouvernement démocrate-chrétien, les salaires de 10%. 50% de la population est sans emploi, et il y a de plus en plus de licenciements. Le gouvernement a consacré plus d'efforts à la création d'emploi dans les services d'ordre et de sécurité que dans l'éducation. 500 postes d'enseignants, 2300 postes de policiers ont été créés durant la première année de gouvernement Cerezo ; 800 postes d'enseignants ont été créés la seconde année et 1000 véhicules achetés par la police.

EGLISE

L'EGLISE EN FAVEUR DU DIALOGUE

Le 6 février, la conférence épiscopale du Guatemala s'est prononcé en faveur d'un dialogue gouvernement-guérilla qui représente une alternative pour trouver une solution au conflit armé interne, qui existe depuis 27 ans. L'apport de l'insurrection "à la recherche de la pacification interne est nécessaire".

DROITS DE L'HOMME

UNE JEUNE FEMME ENLEVEE

Le 9 février, la Commission des droits de l'homme du Guatemala a dénoncé l'enlèvement de Ana Elisabeth Paniagua Morales, 25 ans, survenu aux abords de son domicile dans la capitale. L'époux de la jeune femme, Gustavo Adolfo Meza Soberanis, a été enlevé en septembre 1983 et est porté disparu depuis. La belle-soeur de la jeune femme, Mayra Janette Meza Soberanis, a été assassinée après avoir été enlevée en 1985. Ana Elisabeth, avait sollicité l'asile politique auprès des ambassades de France et du Canada, ce qui lui avait été refusé.

LE GAM DENONCE LA REPRESSION

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches de disparus a dénoncé le 9 février une série d'actes de violence exercés par

l'armée contre les habitants de Santiago de Atitlan, département de Solola. Ils sont accusés par l'armée d'être "des sympathisants de la guérilla" et de résister à l'intégration dans les patrouilles d'autodéfense civile.

40 assassinats survenus au cours du mois de janvier sont imputés à l'armée. Un "recensement" a abouti à la disparition de 5 personnes.

Les instituteurs, de crainte de la répression, abandonnent leur poste, d'autres sont victimes de pression de la part de l'armée qui prétend contrôler les activités pédagogiques à Santiago Atitlan.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME CONTINUENT

Le 3 février, les membres du Comité international des droits de l'homme du Minnesota (Etats-Unis) ont déclaré que les violations des droits de l'homme continuaient au Guatemala. Ils ont effectué une tournée en Amérique centrale à la demande des principaux organes d'information du Guatemala, préoccupés par l'augmentation de la violence dans le pays.

DES SYNDICALISTES MENACES

Le 9 février, les dirigeants syndicaux du ministère de la culture et des sports ont dénoncé les menaces de mort dont ils sont victimes. L'objet en est le conflit qui les oppose au vice-ministre Marta Regina Diaz de Fahren à propos d'une employée injustement accusée de vol.

Les menaces sont soit écrites, soit téléphoniques. Le syndicat a fait appel au procureur des droits de l'homme.

REFUGIES

LES REFUGIES DEMANDENT DES GARANTIES POUR LEUR RETOUR

Le 2 février, les mille Guatémaltèques réfugiés au Mexique, ont demandé, par l'intermédiaire de l'Eglise catholique, des garanties en cas d'un retour dans leur pays. Ils demandent que leur sécurité physique soit assurée, ainsi que la réintégration de leurs terres, perdues au moment de l'exode massif.

Julio Cabrera, évêque du Quiché, d'où proviennent beaucoup de réfugiés, a déclaré qu'ils "désirent revenir, mais exigent des garanties". Il s'est récemment rendu dans les camps de réfugiés et a rencontré leurs représentants. "L'accusation qui leur est faite d'appartenir à la guérilla est complètement fausse".